

Meilleurs vœux pour 2009

Temps de travail

Le Parlement européen a rejeté, en deuxième lecture, le 15 décembre dernier, la position commune dégagée en juin 2008 par le Conseil sur la proposition de directive sur le temps de travail (voir bulletin 239/240). Le Parlement s'est opposé à trois points de la position commune : celui prévoyant que les Etats membres pourraient autoriser des durées de travail de 60, et même 65 heures, par semaine grâce à une clause dite de non participation (ou clause "opt out") par laquelle le travailleur pourrait lui-même s'exclure de la durée légale de 48 heures et prévoyant la révision éventuelle de cette clause dans six ans sur la base d'un rapport d'évaluation ; celui distinguant période active et non active pendant une garde et ne comptabilisant que la période active dans le temps de travail ; celui sur le temps de repos compensateur qui prévoyait que sa définition serait faite par les Etats membres, le Parlement demandant que les partenaires sociaux soient associés à cette définition.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0615+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

Services postaux

Le rapport sur la mise en oeuvre de la directive postale 97/67/CE pour la période 2006/2008, a été présenté par la Commission européenne le 8 janvier dernier. Il constate que le développement de la concurrence est "plus lent que prévu" et que la plus grande partie du marché est encore réservée aux opérateurs historiques, l'abaissement du seuil réservé au courrier de moins de 50 grammes n'ayant ouvert que 7% supplémentaires du marché postal. Parmi les freins, le rapport relève, par exemple, que : la libéralisation du marché postal allemand le 1er janvier 2008 a coïncidé avec l'introduction d'un salaire minimum légal élevé ; la Finlande, dont le marché est libéralisé depuis 1990, assortit ses autorisations ou licences de conditions "prohibitives" : un opérateur qui souhaite obtenir une licence est tenu d'offrir le service universel ou d'acquitter une taxe spéciale représentant entre 5 et 20% de son chiffre d'affaires annuel [système dit "play or pay"] ; les Pays-Bas, quant à eux, ont reporté *sine die* l'ouverture complète de leur marché ; l'exonération de la TVA dont bénéficient les opérateurs historiques dans certains pays contribue au maintien de distorsions de concurrence et, sur ce sujet, la Commission attend avec beaucoup d'intérêt l'avis que la Cour de justice doit rendre sur un recours préjudiciel (affaire C-357/07), car sa proposition, datant de 2003, de suppression de l'exonération de TVA n'est même plus discutée par le Conseil depuis 2004.

Rapport sur
http://ec.europa.eu/internal_market/post/doc/reports/report_fr.pdf

Best wishes for 2009

Working time

The European Parliament, on 15th December 2008, rejected in second reading, the common position reached in June 2008 by the Council concerning the proposal for a directive on the working time (see Bulletin 239/240). The Parliament is opposed to three points of the common position: one providing that Member States could allow working durations of up to 60 and even 65 hours per week through a so-called non-participation clause (or "opt out" clause) by which the worker could himself opt out of the legal duration of 48 hours and, providing for the possible revision of this clause in six years on the basis of an evaluation report; one that marks the difference between active and inactive period during on call period and which includes the active period only in working time; one on the compensatory resting time, which provided that its determination should be made by Member States, whilst the Parliament requiring that social partners be associated in the determination.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0615+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN>

Postal services

The report on the implementation of the Postal Directive 97/67/EC for the period covering 2006/2008, was presented by the European Commission on the 8th January 2009. It observes that progress in installing competition is "slower than expected" and that most of the market is still being controlled by historic operators, the bringing down of the threshold reserved for letters weighing less than 50 grams has so far opened up only 7% additional postal market. Among the obstacles to this progress, the report notes, for example, that the liberalisation of the German postal market on the 1st January 2008 coincided with the introduction of a higher statutory minimum wage rate; Finland, whose market has been liberalised since 1990, grants its authorisations or licensing attaching "prohibitive" conditions: an operator wishing to apply for a license is required to provide universal service or else pay a special fee ranging between 5 to 20% of the operator's annual turnover [the so called "play or pay" system]; on its part the Netherlands has postponed, indefinitely, the full opening of its market.; the VAT exemption enjoyed by historic operators in some countries contributes to the sustaining of competition distortions and, on this subject, the Commission eagerly awaits the Court of Justice's preliminary ruling (Case C-357/07) since, its proposal, dating from 2003, on the removal of the exemption from VAT is no longer being discussed by the Council since 2004.

Report available at
http://ec.europa.eu/internal_market/post/doc/reports/report_en.pdf

Transports

♦ **Ciel unique européen** : L'entreprise chargée de développer un nouveau système de gestion du trafic aérien en Europe (SESAR) a été inaugurée le 8 décembre dernier. Fondée par la Communauté européenne et Eurocontrol, SESAR est un partenariat public-privé qui rassemble une quinzaine de sociétés, doté d'un budget de 2,1 milliards d'euros afin de moderniser le système de gestion du trafic aérien européen en concentrant la recherche et le développement au niveau européen. L'objectif est de tripler la capacité du ciel européen et d'augmenter sa sécurité d'ici 2020. SESAR devra également mener une politique de coopération internationale ; une entreprise américaine et une entreprise norvégienne sont prêtes à adhérer à son programme.

♦ **Convention du travail maritime** : Le Conseil des ministres transport a dégagé un accord politique, le 17 décembre dernier, sur la proposition de directive destinée à mettre en oeuvre l'accord conclu entre l'Association des armateurs CE et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur la convention du travail maritime adoptée en 2006 par l'organisation internationale du travail (OIT). La proposition de directive modificative vise à améliorer les conditions de travail des gens de mer en fixant des normes minimales pour l'embauche, le logement et la protection sociale. La nouvelle directive entrera en vigueur en même temps que la convention de l'OIT.

♦ **Corridors ferroviaires internationaux à priorité fret** : Dans le but de faire progresser la part modale du rail dans les transports en Europe, la Commission européenne a adopté, le 11 décembre dernier, une "proposition de règlement relatif au réseau ferroviaire pour un fret compétitif" proposant la création d'un réseau transeuropéen (RTE-T) pour le fret international composé de corridors internationaux, plutôt que la création de corridors dédiés au fret, trop chère et longue à mettre en oeuvre. Les corridors seront définis avec les Etats membres, les gestionnaires d'infrastructures et les autres acteurs du secteur ferroviaire.

http://ec.europa.eu/transport/rail/infrastructures/rail_freight_oriented_network_en.htm

Energie – climat : Dans son accord sur le paquet énergie-climat, le 17 décembre dernier, le Parlement européen n'a pas retenu une proposition de sa commission environnement qui visait à inclure l'aviation dans les quotas d'émission de gaz à effet de serre pour arriver à 100% en 2020. Aux termes de l'accord, les compagnies d'aviation devront réduire leurs émissions de 3% en 2012 par rapport à une moyenne 2004-2006, puis passer à 5% en 2013. Chaque tonne de CO2 émis devra faire l'objet d'un permis ; 85% des permis seront attribués gratuitement et 15% seront mis aux enchères.

Cour de justice

Droit des passagers aériens : Dans un arrêt C-549/07 du 22 décembre 2008, la Cour dit qu'un transporteur aérien ne peut pas, en règle générale, refuser d'indemniser les passagers à la suite de l'annulation d'un vol en raison de problèmes techniques de l'avion si ces problèmes relèvent de l'exercice normal de son activité et de sa maîtrise effective. De plus, la récurrence de problèmes techniques chez un transporteur ne permet pas de conclure à la présence ou non de circonstances extraordinaires. La Cour dit que même les circonstances extraordinaires ne sont pas exonératoires et qu'il incombe à celui qui entend s'en prévaloir d'établir que, même en mettant en oeuvre tous les moyens en personnel ou en matériel dont il disposait, il n'aurait manifestement pas pu, sauf à consentir des sacrifices insupportables pour son entreprise, éviter l'annulation du vol.

Transport

♦ **Single European Sky**: The company responsible for developing a new system for air traffic management in Europe (SESAR) was inaugurated on 8th December 2008. Founded by the European Community and Eurocontrol, SESAR is a public-private partnership that brings together fifteen companies, with a budget of 2.1 billion euros aimed to modernise the management of the European air traffic system by drawing together research and development at the European level. The goal of this undertaking is to triple the capacity of Europe's skies and raise its security by the year 2020. SESAR will also pursue a policy of international cooperation; an American and a Norwegian company are ready to join its program.

♦ **Maritime labour convention**: The Council of transport ministers reached a political agreement on 17th December 2008, on the proposal for a directive to implement the agreement that was concluded between the EC Shipowners Association and the European Transport Workers' Federation of (ETF) on the Maritime Labor Convention adopted in 2006 by the International Labor Organization (ILO). The proposed amending directive aims to improve working conditions for seafarers by setting minimum standards for hiring, housing and social security. The new directive will come into force at the same time as the ILO convention.

♦ **Freight priority international rail corridors**: In order to advance the modal share of rail transport in Europe, on 11th December 2008, the European Commission adopted "a Proposal for a Regulation concerning the European rail network for competitive freight" proposing the creation of a trans-European network (TEN-T) for international freight consisting of international corridors, rather than the creation of dedicated freight corridors, long and too expensive to implement. The corridors will be determined with Member States, infrastructure operators and other stakeholders in the railway sector.

http://ec.europa.eu/transport/rail/infrastructures/rail_freight_oriented_network_en.htm

Energy - Climate: In its approval of the agreement on climate-energy package, on 17th December, the European Parliament did not retain a proposal by the Environment Committee which aimed to include aviation in the quotas of emissions of greenhouse gases to reach 100% in 2020. Under the agreement, airlines will have to reduce their emissions by 3% in 2012 on the basis of the 2004-2006 average, and then move on to 5% in 2013. Every CO2 tonne emitted must be through authorisation; 85% of permits will be granted free of charge and 15% will be auctioned.

Court of Justice.

Air passengers' rights: In a ruling C-549/07 of 22nd December 2008, the Court said that an airline cannot, in general, refuse to compensate passengers as a result of the cancellation of a flight due to technical problems of the aircraft if these problems are within the normal course of its activities and actual control. In addition, the frequency of technical problems experienced by a carrier does not establish the presence or absence of extraordinary circumstances. The Court said that even the extraordinary circumstances are not grounds of exemption and that it is up to the party seeking to rely on them to establish that, even by deploying all resources available to it, manpower or equipment, it manifestly would not have been able to avoid the flight cancellation, unless by making sacrifices unbearable for the airline.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.